

Un Forum de l'ANASE favorise un dialogue sur la sécurité

La volonté de l'Asie-Pacifique de débattre des questions de sécurité au niveau multilatéral est devenue des plus évidentes dans un processus amorcé par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). Ces dernières années, en effet, les questions de sécurité ont été à l'ordre du jour de la Conférence postministérielle (CPM) de l'ANASE, qui réunit chaque année les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE et leurs homologues des pays dits «partenaires au dialogue», à savoir le Canada, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud, les États-Unis et l'Union européenne.

À la réunion que l'ANASE a tenue l'année dernière, les participants ont annoncé la création d'un Forum régional de l'ANASE (FRA), tribune consacrée à la discussion des questions de sécurité. Le FRA tiendra sa réunion inaugurale en juillet, à Bangkok. Outre les participants à la CPM, les ministres de Russie, de Chine, du Viet Nam, du Laos et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée y assisteront aussi.

Une réunion de hauts responsables (RHR) aura lieu à Bangkok, en mai pro-

chain, pour préparer l'ordre du jour de la CPM. À leur réunion de 1993, les hauts responsables ont demandé à plusieurs pays de préparer des documents de discussion. Le Canada en présentera deux, l'un sur la prévention des conflits et le règlement des différends, et l'autre sur la non-prolifération. L'Australie, quant à elle, doit en préparer un sur les mesures d'accroissement de la confiance, et la Corée du Sud, un sur la situation dans la péninsule coréenne. Le Canada a terminé la préparation des documents qui lui ont été demandés et il est en train de les distribuer aux autres participants pour qu'ils les commentent.

L'«inclusivité» a toujours été une question d'une extrême importance pour le Canada. L'adhésion de la Chine et de la Russie, par exemple, est essentielle pour que le débat sur la sécurité dans la région ait un sens. Le Canada cherche maintenant à faire évoluer ce dialogue naissant pour le faire passer de la forme au fond. Il aimerait donc voir le FRA et la RHR mettre l'accent sur, notamment, la prévention et la gestion des conflits, le maintien de la paix et la non-prolifération.

Ce sont là des domaines où le Canada a fait ses preuves et au sujet desquels les participants au FRA pourraient échanger leurs points de vue et mettre au point un programme de travail. Comme première étape, le Canada aimerait que les participants élaborent un modeste ensemble de lignes directrices sur la façon de faire face aux tensions et aux conflits régionaux.

Alors que le débat multilatéral sur la sécurité régionale retient encore toute l'attention du FRA et de la RHR, certains pays de Pacifique Nord estiment que ces dialogues n'examineront pas convenablement leurs inquiétudes particulières. Contrairement à d'autres régions de l'Asie-Pacifique, le Pacifique Nord ne dispose d'aucun mécanisme de consultation officiel, bien qu'elle cherche actuellement à en instaurer un.

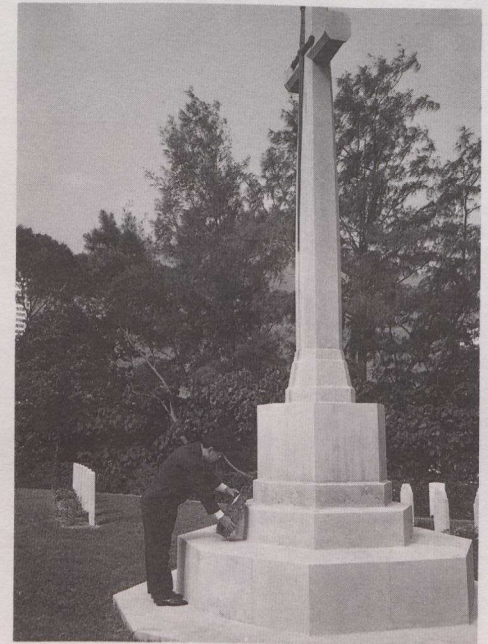
Le Canada soutient tous ces efforts pour encourager la concertation au niveau infrarégional. Son initiative à cet égard, c'est-à-dire le DSCP, visait à promouvoir ce processus. Il continue de croire qu'un dialogue sur la sécurité à l'échelle du Pacifique Nord ne serait pas vain, et il voudrait participer à tout débat qui puisse concerner la sécurité coopérative dans cette partie du monde. Le Canada ne s'attend pas à être convié à tous les débats; il souhaite prendre part à ceux où ses intérêts sont en jeu et auxquels il peut apporter sa contribution. ■

Sécurité régionale en Asie du Sud

Des tensions régionales existent toujours en Asie du Sud, là où les pays de l'Asie centrale touchent la Chine, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, et, en périphérie, la Russie et l'Iran. Le problème le plus irritant dans la région est celui de l'affrontement de l'Inde et du Pakistan, qui résulte de disputes territoriales de longue date, notamment dans la région glaciaire du Siachan, et du soutien que le Pakistan accorde, dit-on, aux groupes terroristes sécessionnistes du Cachemire et aux séparatistes du Penjab. Alors que les questions fondamentales demeurent inchangées, le démantèlement de l'Union soviétique et la fin de la Guerre froide, combinés avec le retrait des Soviétiques de l'Afghanistan ont transformé la dynamique globale de la situation. Le démantèlement a mis un terme au Traité indo-soviétique de paix et d'amitié, signé pour la première fois en août 1971, et les Russes ont pris leurs distances sur le plan diplomatique par rapport à d'autres questions touchant l'Inde qui ont cours dans les forums internationaux. Bien que la Russie se soit pliée au désir des États-Unis, du Canada et d'autres pays de favoriser le dialogue multilatéral sur la sécurité régionale, les politiques des autres États de l'ex-Union soviétique, surtout l'Ukraine et les républiques d'Asie centrale, à l'égard de l'Inde et du Pakistan, sont demeurées ambivalentes.

Il n'existe à l'heure actuelle aucun cadre de sécurité régionale au sein duquel les pays de l'Asie du Sud peuvent débattre de leurs préoccupations à cet égard. Le Canada et les autres pays du G-7 ont tenté d'obtenir la participation de l'Inde et du Pakistan à des discussions de plus grande envergure sur les questions touchant les politiques en matière de sécurité, puis d'aborder des questions précises telles que la non-prolifération des armes nucléaires. Il semble que la dernière initiative, des États-Unis, ait permis de réaliser quelques progrès en vue d'encourager l'Inde à accepter l'engagement d'un dialogue multilatéral selon le modèle du processus de la paix au Moyen-Orient. Toutefois, l'Inde fait encore preuve de prudence face à ses relations avec les États-Unis.

Jusqu'à ce qu'on ait convenu d'un cadre multilatéral de dialogue, le Canada maintiendra ses efforts en vue d'encourager les progrès bilatéraux entre l'Inde et le Pakistan et d'engager les deux parties dans des discussions sur des sujets tels que la non-prolifération et la vérification. Le gouvernement décidait récemment de financer un projet mis de l'avant par des experts non gouvernementaux et des ONG canadiens, y compris le Centre canadien pour la sécurité globale, en vue d'un dialogue parallèle, auquel participeraient les deux pays. Le Centre devrait déposer son rapport d'ici la fin de mars. ■



Le secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, M. Raymond Chan, dépose une couronne de fleurs au monument érigé dans le cimetière de Saiwan, à Hong Kong, à la mémoire des soldats canadiens tués pendant la Bataille de Hong Kong, au cours de la Seconde Guerre mondiale.